

Résultats semestriels 2021 Reprise de l'activité dans un contexte qui reste difficile

Le Conseil d'Administration de Lydec, réuni à Casablanca le jeudi 16 septembre 2021, a arrêté les comptes sociaux de Lydec pour la période close au 30 juin 2021. Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires de 3 456 millions de dirhams et un résultat net de 8 millions de dirhams.

Au cours du 1^{er} semestre 2021, les investissements de la Gestion Déléguée se sont élevés à 285 millions de dirhams, dont 127 millions de dirhams financés par le Déléguataire.

Principaux faits marquants

- Mobilisation exceptionnelle des moyens humains et matériels de Lydec afin de faire face aux intempéries survenues entre le 5 et le 11 janvier 2021 : mobilisation de plus de 800 agents sur le terrain et 300 collaborateurs en backoffice afin de réduire les effets de ces précipitations exceptionnelles pour les Casablançais.
- Poursuite des travaux visant à protéger la ville contre les risques d'inondations, et notamment :
 - L'achèvement des travaux de la galerie de stockage des eaux pluviales Hay Sadri pour un montant de 180 millions de dirhams ; la poursuite des travaux du système d'assainissement liquide de la Route Nationale N1 pour un montant de plus de 300 millions de dirhams ; le lancement des travaux du projet d'assainissement pluvial de la zone de Sidi Moumen avec un budget prévisionnel de plus de 140 millions de dirhams, et enfin le lancement de l'appel d'offres pour le projet d'assainissement pluvial de la zone Ferrara (Hay Hassani).
- Accompagnement du Grand Casablanca dans de nombreuses opérations d'aménagement urbain, avec notamment la finalisation des travaux de déviations et/ou de protection des réseaux des lignes Tramway T3 et T4 et ceux liés aux nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) lignes L5 et L6, ainsi que l'accompagnement des aménageurs en matière d'assainissement pluvial, d'alimentation en énergie et d'équipements en éclairage public conformément aux orientations du SDAL (Schéma Directeur d'Aménagement Lumière).
- Mobilisation d'importants moyens humains et matériels afin de réaliser une importante opération de changement de tension 22 à 20 KV au niveau de zones situées à Mohammedia et El Mansouria. Cette opération permettra d'assurer une meilleure flexibilité du réseau de distribution d'électricité, d'harmoniser la tension avec le réseau de Casablanca, et d'améliorer la qualité et la continuité de service.
- Nomination de Guillaume Pepy et de Mohammed Benslimane en tant qu'administrateurs de Lydec par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2021. Depuis le 1^{er} juillet 2021 M. Guillaume Pepy est président de Lydec en succession de M. Dominique d'Ouince, dont le mandat est arrivé à échéance.
- Lydec a poursuivi ses actions sociétales avec notamment :
 - L'organisation, par la Fondation Lydec, de la 9^{ème} édition de l'opération de solidarité de proximité « Ramadan Attadamoun », avec la distribution de paniers et de bons d'achats au profit de familles démunies du Grand Casablanca,
 - La participation au programme « Qui va investir dans mon projet ? spécial startups », pour l'accompagnement de jeunes entrepreneurs marocains et diffusé en prime time sur la chaîne 2M.

Enfin, et dans le cadre de l'opération SUEZ / Veolia :

- Le groupe Suez et Veolia sont parvenus le 14 mai 2021 à un accord relatif à leur rapprochement. Il résulte de cet accord qu'une partie de Suez, représentant 7 MMEUR de chiffre d'affaires (le « Nouveau Suez ») et incluant notamment les activités eau et propreté (hors déchets dangereux) en France ainsi que Lydec, restera indépendante de Veolia. Le Nouveau Suez deviendra l'un des leaders dans la gestion de services publics de l'eau dans le reste de l'Europe, en Asie, en Australie et en Afrique.

Le 29 juin 2021, Veolia, Suez et le véhicule d'investissement du consortium composé des investisseurs long-terme Meridiam, GIP, la Caisse des Dépôts et Consignations et CNP Assurances (le « Consortium ») ont conclu une promesse d'achat à travers laquelle le Consortium s'est engagé à acquérir les entités composant le Nouveau Suez. Dans le cadre du projet de prise de contrôle de Suez par Veolia et de la création du Nouveau Suez, le Consortium se portera ainsi acquéreur auprès de Veolia de la participation de 51% actuellement détenue par Suez Groupe dans Lydec, après l'obtention des autorisations réglementaires et administratives nécessaires. L'opération sera suivie du dépôt d'une offre publique d'achat sur le reliquat des titres Lydec, conformément à la réglementation boursière, sous réserve de l'obtention de l'approbation de l'Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux (AMMC) sur les différentes opérations envisagées.

Résultats financiers du premier semestre 2021

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2021, s'élève à 3 456 millions de dirhams, en hausse de 2.2% par rapport au 1^{er} semestre 2020 (-3.8% vs S1 2019). Cette tendance s'explique par la reprise des ventes de fluides par rapport au premier semestre 2020 (+5%) qui était fortement impacté par un confinement généralisé en lien avec la pandémie. Néanmoins, les ventes de fluides sur les premiers six mois de l'année restent encore inférieures à celles constatées en S1 2019 (-0.5%) dues à la poursuite des effets de la pandémie sur les ventes électricité. Les recettes de travaux et de maîtrise d'œuvre ont affiché, quant à elles, une baisse de 16.3% par rapport à la même période de l'année précédente.

Électricité :

- Le chiffre d'affaires électricité au 1^{er} semestre de l'année s'établit à 2 220 Mdh, en hausse de 5.8 % par rapport à la même période de l'année précédente mais en retrait de 3.1% par rapport à 2019.
- En volume, les ventes d'électricité affichent une augmentation de 6.2% (-2.9% vs S1 2019) en raison :
 - de l'amélioration des ventes aux clients industriels (+11.9%) suite à la reprise ou augmentation de l'activité de plusieurs unités industrielles ayant connu des difficultés pendant le premier semestre 2020. Néanmoins, les ventes d'électricité de ce segment de clients restent en baisse de 7% par rapport à S1 2019.
 - de la hausse des ventes aux particuliers de 3% en raison de l'augmentation des ventes aux clients résidentiels (+0,5% vs. S1 2019).
 - de la légère croissance des ventes du segment administration de 0.2% (-1.7% vs S1 2019).
- Le rendement réseau à fin juin 2021 s'établit à 92,96%, quasi stable par rapport à 2020.

Eau potable :

- Le chiffre d'affaires d'eau potable relatif au 1^{er} semestre 2021 atteint 673 millions de dirhams, en hausse de 2.4 % par rapport au 1^{er} semestre 2020 (+6.5% vs S1 2019)
- En volumes, les ventes d'eau potable augmentent de 2,3% comparés à 2020 (+5.8% vs S1 2019) grâce à :
 - La hausse des ventes aux particuliers (+1.5%) due à l'augmentation des ventes des clients résidentiels (+7.7% par rapport à S1 2019) en lien avec la croissance du nombre de clients malgré la baisse de leur consommation unitaire ;
 - La croissance des consommations des administrations et industriels de respectivement 5.8% (-1.4% vs S1 2019) et 7.3% (-1.3% vs S1 2019) en raison des mesures de confinement pendant le premier semestre 2020.
- Le rendement réseau à fin juin 2021 s'établit à 76,6%, stable par rapport à 2020.

L'Excédent Brut d'Exploitation, ressort à 452 millions de dirhams, en hausse de 15.6% par rapport à 2020 résultant principalement de la croissance de la vente des fluides et des autres recettes para tarifaires (-0.9% vs 2019).

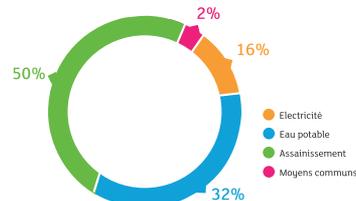
Le résultat financier s'élève à -25 millions de dirhams en amélioration de 20.9% par rapport à 2020.

Le résultat net s'élève à 8 millions de dirhams, comparé à -26 millions de dirhams à fin juin 2020 qui était fortement impacté par les effets de la pandémie. Pour rappel, le résultat net à fin juin 2019 s'élevait à 69 millions de dirhams.

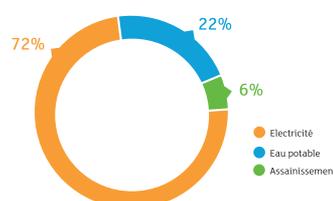
Les investissements de la Gestion Déléguée au titre du 1^{er} semestre 2021 s'élèvent à 285 millions de dirhams, en baisse de 23.8% par rapport au premier semestre 2020 impactés par les fortes précipitations du début d'année et des retards de mise en œuvre ou d'autorisations administratives. Lydec poursuit sa mobilisation pour lever ces contraintes au cours du second semestre 2021.

Le niveau d'endettement net à fin juin 2021, atteint 1 286 millions de dirhams, en baisse de 30% par rapport à l'année dernière qui était fortement impactée par les effets de la crise sanitaire sur les encaissements clients (1 105 millions de dirhams à fin juin 2019).

Répartition des investissements de la gestion déléguée - S1 2021



Répartition du Chiffre d'affaires Fluides - S1 2021



		En millions de dirhams				
		S1 2019	S1 2020	S1 2021	S1 2021 vs S1 2020	S1 2021 vs S1 2019
Volumes vendus						
Electricité	GWh	1.897	1.733	1.841	6,2%	-2,9%
Eau potable	Mm ³	77	79	81	2,3%	5,2%
Assainissement	Mm ³	73	77	78	1,8%	7,0%
Chiffre d'affaires Fluides	Mdh	3.102	2.941	3.087	5,0%	-0,5%
Electricité	Mdh	2.291	2.098	2.220	5,8%	-3,1%
Eau potable	Mdh	632	657	673	2,4%	6,5%
Assainissement	Mdh	179	186	194	4,3%	8,4%
Autres revenus	Mdh	490	441	369	-16,3%	-24,7%
Chiffre d'affaires	Mdh	3.592	3.382	3.456	2,2%	-3,8%
Excédent Brut d'Exploitation	Mdh	456	391	452	15,6%	-0,9%
Résultat financier	Mdh	-33	-33	-25	20,9%	24,2%
Résultat net	Mdh	69	-26	8	-130,8%	-88,4%
Investissements Lydec	Mdh	171	158	127	-19,4%	-25,7%
Investissements Fond de Travaux	Mdh	213	217	158	-27,0%	-25,8%
Total investissements	Mdh	384	374	285	-23,8%	-25,8%
Endettement net	Mdh	1.105	1.838	1.286	-30,0%	16,4%

(*)

À propos de Meridiam

Meridiam a été fondée en 2005 par Thierry Déau, avec la conviction que l'alignement des intérêts des secteurs public et privé peut apporter des solutions aux besoins essentiels de la collectivité. Meridiam est une société à mission, au sens de la loi française, spécialisée dans le développement, le financement et la gestion à long terme d'infrastructures publiques durables dans trois secteurs d'activités : la mobilité des biens et des personnes, la transition énergétique et l'environnement, et les infrastructures sociales. Meridiam gère actuellement 14 milliards d'euros d'actifs, et plus de 100 projets à ce jour. Meridiam est certifiée ISO 9001 : 2015, Sustainability rating de niveau Advanced par VigeoEiris (Moody's) et a développé sa propre méthodologie en matière d'ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) et d'impact basée sur les Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD ou SDG).

À propos de GIP

Global Infrastructure Partners (GIP) est un gestionnaire indépendant spécialisé dans les infrastructures et faisant partie des leaders mondiaux du secteur. Fondé en 2006 et présent dans 10 bureaux à travers le monde, GIP investit dans les secteurs de l'énergie, du transport et des services environnementaux. GIP gère près de 75 milliards de dollars pour le compte de plus de 400 investisseurs institutionnels. GIP fonde son approche d'investissement sur la combinaison de son expertise industrielle et des meilleures normes de gestion. GIP concentre ses efforts sur la fiabilité, la sécurité, la qualité de service, l'investissement dans la croissance ainsi que l'excellence opérationnelle, notamment grâce à l'innovation et aux technologies de pointe. L'eau et les services environnementaux constituent l'un des piliers de l'expertise de GIP. GIP adhère aux plus hauts standards en matière d'investissement responsable et est notamment signataire des « Principes pour l'Investissement Responsable » promus par les Nations Unies ainsi que membre fondateur de l'initiative « One Planet Sovereign Wealth Funds ».

À propos du groupe Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique des territoires. Elle regroupe cinq domaines d'expertise : les retraites et la formation professionnelle, les gestions d'actifs, le suivi des filiales et des participations, le financement des entreprises (avec Bpifrance) et la Banque des Territoires.

À propos de CNP Assurances

Akteur de référence sur le marché français de l'assurance de personnes, CNP Assurances est présent dans 19 pays en Europe, notamment en Italie, et en Amérique latine, avec une forte activité au Brésil, son 2^e marché. Assureur, coassureur et réassureur, CNP Assurances compte plus de 36 millions d'assurés en prévoyance/protection dans le monde et plus de 12 millions en épargne/retraite. Conformément à son modèle d'affaires, ses solutions sont distribuées par de multiples partenaires et s'adaptent à leur mode de distribution, physique ou digital, ainsi qu'aux besoins de protection et de facilitation des parcours de vie des clients de chaque pays. Cotée à la Bourse de Paris depuis octobre 1998, CNP Assurances est filiale de La Banque Postale. La société affiche un résultat net de 1 350 M€ en 2020.

Le rapport financier semestriel est disponible dans la rubrique « communication financière » du site Internet : www.Lydec.ma

Contact analystes et investisseurs :

Jihane TAMIM - Responsable Relations Investisseurs • jihane.tamim@lydec.co.ma • 05 22 54 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB - Responsable des Relations Médias • bouchra.sabib@lydec.co.ma • 05 22 54 90 47

Siège social : 48, rue Mohamed Diouri - 20 110 Casablanca - B.P. : 16048 - Tél. : 05 22 54 90 54

S.A. au capital de 800 000 000 DH - RC Casablanca : 80617 - TP : 32400265 - IF : 01085706 - CNSS : 6156964 - ICE : 000230990000079

En DH

BILAN ACTIF

ACTIF	Au 30 juin 2021		Au 31 décembre 2020	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I - A - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCEDE	30 078 008 300,27	16 981 538 592,82	13 096 469 707,45	13 361 799 766,05
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 498 374 126,26	2 940 214,52	4 234 925,05
Immobilisations financées par fonds de travaux	5 767 658 872,05	2 898 338 888,76	2 869 319 983,29	2 959 842 144,28
Immobilisations financées par LYDEC	9 547 356 061,16	5 992 636 206,57	3 554 719 854,59	3 594 036 908,57
Immobilisations financées par les tiers	2 277 510 334,95	1 525 834 766,03	751 675 568,92	784 884 107,18
Immobilisations recues gratuitement	4 715 328 957,11	2 066 354 605,20	2 648 974 351,91	2 751 358 858,81
Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	2 092 694 801,97		2 092 694 801,97	2 010 264 498,56
Immobilisations en cours financées par Lydec	396 330 236,00		396 330 236,00	448 366 420,75
Immobilisations en cours financées par les Tiers	699 178 196,87		699 178 196,87	645 148 740,55
Fonds de retraite	80 636 499,38		80 636 499,38	163 663 162,30
I - B - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVÉ	11 166 606 479,21	7 577 432 744,70	3 589 173 734,51	3 803 046 146,83
Immobilisations en non valeur	450 570 894,78	424 292 778,78	26 278 116,00	31 987 583,31
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	450 570 894,78	424 292 778,78	26 278 116,00	31 987 583,31
Prime de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles	10 063 328 583,32	6 557 494 088,27	3 505 834 495,05	3 705 204 402,83
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61		
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	119 093 939,55	105 114 642,07	13 979 297,48	15 962 511,19
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégataire)	9 943 686 297,16	6 451 831 099,59	3 491 855 197,57	3 689 241 891,64
Immobilisations corporelles	651 094 019,06	595 645 877,65	55 448 141,41	64 147 873,85
Terrains				
Constructions	1 149 165,41	1 069 666,30	79 499,11	87 449,03
Matériel et outillage	341 345 062,39	317 202 510,75	24 142 551,64	29 859 615,19
Matériel de transport	69 649 818,03	62 636 950,37	7 012 867,66	7 012 867,66
Matériel mobilier de bureau	46 861 014,22	46 076 488,39	784 525,83	1 003 225,04
Matériel informatique	177 690 607,97	154 261 910,80	23 428 697,17	27 285 560,90
Autres immobilisations corporelles	14 398 351,04	14 398 351,04		
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières	1 612 982,05		1 612 982,05	1 706 286,84
Prêts et créances immobilisées	1 612 982,05		1 612 982,05	1 706 286,84
Titres de participation				
Ecart de conversion				
Diminution des créances financières				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ DC & DP	41 244 614 779,48	24 558 971 337,52	16 685 643 441,96	17 164 845 912,88
II - ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)				
Stocks (F)	37 704 093,78	9 142 626,82	28 561 466,96	25 731 575,19
Matière et fournitures consommables	37 704 093,78	9 142 626,82	28 561 466,96	25 731 575,19
Créances de l'Actif Circulant (G)	4 283 719 926,58	603 042 409,54	3 680 677 517,04	3 701 108 338,02
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	7 494 334,56		7 494 334,56	17 956 033,78
Clients et comptes rattachés	3 361 549 541,40	582 962 740,50	2 778 586 800,90	2 736 310 100,03
Personnel débiteur	48 345 744,54		48 345 744,54	54 261 622,47
Etat débiteur	235 256 657,06		235 256 657,06	237 323 304,79
Comptes d'associés débiteurs				
Autres débiteurs	561 645 972,98	20 079 669,04	541 566 303,94	538 342 130,27
Comptes de régularisation actif	69 427 676,04		69 427 676,04	116 915 146,68
Titres et Valeurs de Placement (H)	611 312 674,20		611 312 674,20	510 360 140,53
Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	488 000 000,00		488 000 000,00	256 000 000,00
Placements LYDEC	123 312 674,20		123 312 674,20	254 360 140,53
Ecart de Conversion actif circulant (I)	-394,17		-394,17	11 614,36
(Élément circulants)				
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F + G + H + I)	4 932 736 300,39	612 185 036,36	4 320 551 264,03	4 237 211 668,10
III - TRÉSORERIE-ACTIF				
Chèques et Valeurs à encaisser	97 112 027,52	4 395 283,18	92 716 744,34	60 433 465,10
Fonds externes	31 754 397,27		31 754 397,27	46 487 910,82
Banques	7 587 663,21		7 587 663,21	49 728 716,89
Caisses	1 403 348,59		1 403 348,59	328 176,08
TOTAL III - TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	137 857 436,59	4 395 283,18	133 462 153,41	156 978 268,89
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	46 315 208 516,46	25 175 551 657,06	21 139 656 859,40	21 559 035 849,87

En DH

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (CPC)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	OPÉRATIONS		TOTAUX	
	PROPRES À L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRÉCÉDENTS (2)	AU 30 JUIN 2021 (3) = (1)+(2)	AU 30 JUIN 2020
I - PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	3 086 847 007,98		3 086 847 007,98	2 940 839 725,43
Ventes de biens et services	369 432 198,92		369 432 198,92	440 718 267,59
Variation de stocks de produits				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	50 875 834,59		50 875 834,59	51 434 520,98
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	41 537 687,08		41 537 687,08	37 112 233,44
TOTAL I	3 548 692 728,57		3 548 692 728,57	3 470 104 747,44
II - CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	2 136 568 267,87		2 136 568 267,87	2 033 291 890,14
Achats consommés de matières et fournitures	384 123 915,36		384 123 915,36	473 052 173,06
Autres charges externes	148 783 179,46	159 368,34	148 942 547,80	144 409 738,76
Impôts et taxes	3 401 207,70		3 401 207,70	5 014 653,62
Charges de personnel	385 285 640,71	28 916 715,89	414 202 356,60	411 982 403,21
Autres charges d'exploitation	300 000,00		300 000,00	30 000,00
Dotations d'exploitation	388 499 956,44		388 499 956,44	412 082 242,60
TOTAL II	3 446 962 167,54	29 076 084,23	3 476 038 251,77	3 479 863 101,39
III - RÉSULTAT D'EXPLOITATION III = I - II			72 654 476,80	-9 758 353,95
IV - PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change				79 141,48
Intérêts et autres produits financiers	1 320 245,13	174 762,25	1 495 007,38	1 202 869,71
Reprises financières : transfert de charges	2 177 327,81		2 177 327,81	2 440 893,39
TOTAL IV	3 497 572,94	174 762,25	3 672 335,19	3 722 904,58
V - CHARGES FINANCIÈRES				
Charges d'intérêts	29 019 899,42		29 019 899,42	35 824 966,43
Perte de change	87 514,63		87 514,63	58 012,80
Autres charges financières				10 536,97
Dotations financières				
TOTAL V	29 107 414,05		29 107 414,05	35 893 516,20
VI - RÉSULTAT FINANCIER VI = IV - V			-25 435 078,86	-32 170 611,62
VII - RÉSULTAT COURANT			47 219 397,94	-41 928 965,57

En DH

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (CPC) (SUITE)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	OPÉRATIONS		TOTAUX	
	PROPRES À L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRÉCÉDENTS (2)	AU 30 JUIN 2021 (3) = (1)+(2)	AU 30 JUIN 2020
VIII - RÉSULTAT COURANT (reports)			47 219 397,94	-41 928 965,57
VIII - PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisation				64 039,16
Subvention d'équilibre	17 000,00		17 000,00	
Reprises sur subvention d'investissement				
Autres produits non courant	125 605,62	1 083 536,05	1 209 141,67	64 123 269,94
Reprises non courantes: Transferts de charges				
TOTAL VIII	142 605,62	1 083 536,05	1 226 141,67	64 187 309,10
IX - CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	14 943,34		14 943,34	268 787,51
Subvention accordées				
Autres charges non courantes	7 431 240,40	606 381,94	8 037 622,34	15 127 644,81
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
TOTAL IX	7 446 183,74	606 381,94	8 052 565,68	15 396 432,32
X - RÉSULTAT NON COURANT X = VIII - IX			-6 826 424,01	48 790 876,78
XI - RÉSULTAT AVANT IMPÔTS XI = VII + X			40 392 973,93	6 861 911,21
XII - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	32 547 646,25		32 547 646,25	32 735 538,98
XIII - RÉSULTAT NET XIII = XI - XII			7 845 327,68	-25 873 627,77
XIV TOTAL DES PRODUITS XIV = I + IV + VIII			3 553 591 205,43	3 538 014 961,12
XV TOTAL DES CHARGES XV = II + V + IX + XII			3 545 745 877,75	3 563 888 588,89
XVI RÉSULTAT NET XVI = XIV - XV			7 845 327,68	-25 873 627,77

En DH

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

	TOTAUX AU 30 JUIN 2021	TOTAUX AU 30 JUIN 2020
TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (TFR)		
1 - Ventes de fluides	3 086 847 007,98	2 940 839 725,43
2 - Achats de fluides	2 136 568 267,87	2 033 291 890,14
I = MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	950 278 740,11	907 547 835,29
II + PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	420 308 033,51	492 152 788,57
3 - Ventes de biens et services produits	369 432 198,92	440 718 267,59
4 - Variation de stocks		
5 - Immobilisations produites	50 875 834,59	51 434 520,98
III - CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6-7)	533 066 463,16	617 461 911,82
6 - Achats consommés de matières et de fournitures	384 123 915,36	473 052 173,06
7 - Autres charges externes	148 942 547,80	144 409 738,76
IV = VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)	837 520 310,46	782 238 712,04
8 - Subventions d'exploitation reçues		
9 - Impôts et taxes	3 401 207,70	5 014 653,62
10 - Charges de personnel	414 202 356,60	411 982 403,21
V = EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	419 916 746,16	365 241 655,21
= INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)		
11 - Autres produits d'exploitation		
12 - Autres charges d'exploitation	300 000,00	30 000,00
13 - Reprises d'exploitation : transfert de charges	41 537 687,08	37 112 233,44
14 - Dotations d'exploitation	388 499 956,44	412 082 242,60
VI = RÉSULTAT D'EXPLOITATION	72 654 476,80	-9 758 353,95
VII - RÉSULTAT FINANCIER	-25 435 078,86	-32 170 611,62
VIII = RÉSULTAT COURANT	47 219 397,94	-41 928 965,57
IX - RÉSULTAT NON COURANT	-6 826 424,01	48 790 876,78
15 - Impôts sur les sociétés	32 547 646,25	32 735 538,98
X = RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	7 845 327,68	-25 873 627,77
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)		
I - Immobilisations en non valeurs	7 845 327,68	-25 873 627,77
1 - Bénéfice		
2 - Dotations d'exploitation	341 032 620,34	321 789 613,46
3 - Dotations financières		
4 - Dotations non courantes		
5 - Reprises d'exploitation		
6 - Reprises financières		
7 - Reprises non courantes		
8 - Produits des cessions d'immobilisations	-17 000,00	-64 039,16
9 - Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	14 943,34	268 787,51
I - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	348 875 891,36	296 120 734,04
10 - Distribution de bénéfices		
II - AUTOFINANCEMENT	348 875 891,36	296 120 734,04

En DH

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	AO 30 JUIN 2021	AO 31 DÉCEMBRE 2020	VARIATION (a - b)	
	(a)	(b)	EMPLOIS	RESSOURCES
Financement permanent	16 883 456 074,68	17 177 677 224,48	294 221 149,80	
Actif immobilisé	16 685 643 441,96	17 164 845 912,88		479 202 470,92
Fonds de roulement fonctionnel (A)	197 812 632,72	12 831 311,60		184 981 321,12
Actif circulant	4 320 551 264,03	4 237 211 668,10	83 339 595,93	
Passif circulant	4 190 018 540,39	4 171 670 382,47		18 348 157,92
Besoin de financement global (B)	130 532 723,64	65 541 285,63	64 991 438,01	
TRESORERIE NETTE (A-B)	67 279 909,08	-52 709 974,03	119 989 883,11	
EMPLOIS ET RESSOURCES				
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
Autofinancement (A)		348 875 891,36		626 460 114,22
Capacité d'autofinancement		348 875 891,36		626 460 114,22
Distribution de bénéfices				
Cession et réduction d'immobilisation (B)		110 304,79		532 547,64
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles				
Cession d'immobilisations financières		17 000,00		455 239,16
Récupération sur créances immobilisées		93 304,79		77 308,48
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
Subventions d'investissement				
Augmentation des dettes de financement (D)		34 438 976,47		1 150 386 929,55
Dépôts de garantie		34 438 976,47		50 386 929,55
Emprunt à long terme				1 100 000 000,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		383 425 172,62		1 777 379 591,41
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)	127 268 456,17		407 865 340,93	
Acquisition d'immobilisations corporelles	4 084 957,89		17 682 438,60	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	123 183 498,28		390 182 902,33	
Augmentation d'immobilisations en cours				
Acquisition d'immobilisations financières				
Remboursement des capitaux propres (F)				
Remboursement des dettes de financement (G)	71 175 395,33		213 804 089,63	
Dépôts de garantie	15 661 610,35		23 804 089,63	
Emprunt à long terme	55 513 784,98		190 000 000,00	
Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)			25 488 670,26	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	198 443 851,50		647 158 100,82	
III. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	64 991 438,01		927 859 826,44	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	119 989 883,11		202 361 664,15	
TOTAL GENERAL	383 425 172,62	383 425 172,62	1 777 379 591,41	1 777 379 591,41

En DH

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

I - ACTIF IMMOBILISÉ	
A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE	
1 - Immobilisations en non valeurs	
Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans prorata temporis.	
2 - Immobilisations incorporelles	
Les immobilisations incorporelles comprennent : • L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec. • Les logiciels et licences pour leur coût d'acquisition.	
3 - Traitement comptable de la concession	
Depuis 1997, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public dont bénéficie Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont traitées selon les dispositions de l'avis du CNC n°4 du 26 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC). Le traitement comptable de la concession se détaille comme suit :	
3.1 Actif immobilisé du domaine concédé	
Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'intégralité des biens de retour du domaine concédé, que ces biens soient mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers. Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec. Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession. Ainsi, conformément aux dispositions de l'avis du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit : • Comptabilisation et amortissement de l'investissement réalisé par Lydec. • le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité délégitante et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif « Actif immobilisé du domaine privé » ; • les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité délégitante, sans impact sur le résultat de Lydec ; • la durée d'amortissement économique est fixée contractuellement (en fonction de la nature des biens mis en concession) ; • L'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession.	
3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec	
Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire : • présentés au sein des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; • amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens.	
3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec	
Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque ceux-ci font l'objet d'une option de reprise contre indemnité. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations. Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation	
4. Immobilisations corporelles	
5. Immobilisations financières	
B - CORRECTIONS DE VALEUR	
1 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NA
2 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devise
II - ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	
A - Évaluation à l'entrée	
1 - Stocks	CUMP
2 - Créances	Valeur nominale
3 - Titres et valeurs de placement	Valeur nominale
B - Corrections de valeur	
1 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	La provision pour dépréciation des créances clients est calculée en distinguant : • les créances litigieuses qui sont provisionnées à 100% ; il s'agit d'une provision individuelle par client qui respecte les règles de la déductibilité fiscale (recours judiciaire) ; • les créances saines relevant des années antérieures (N-1) (hors créances litigieuses déjà provisionnées) et le chiffre d'affaires l'année en cours (N) ; il s'agit d'une provision statistique calculée à partir des taux de chutes (pertes attendues) pour chaque segment de clients homogènes (clients industriels, particuliers, administrations, bidonvilles...). Ces taux de chutes sont déterminés à partir de l'histoire des impayés clients par rapport au chiffre d'affaires facturé relevant de la même année d'origine. Ils sont actualisés chaque année pour une meilleure estimation de la perte future attendue sur chaque segment de clients
2 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - FINANCEMENT PERMANENT	
1 - Méthodes de réévaluation	NA
2 - Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	NA
3 - Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4 - Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Évaluation individuelle du risque
5 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	
IV - PASSIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	
1 - Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2 - Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Évaluation individuelle du risque
3 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - TRÉSORERIE - ACTIF	
1 - Trésorerie - actif	Valeur nominale
2 - Trésorerie - passif	Valeur nominale
3 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NA
VI - ÉCART DE LA CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES	
- Ventes de fluides	
Le chiffre d'affaires relatif à la vente de fluides (eau et électricité) est comptabilisé sur la base de la relève des compteurs. Cette relève est faite selon un planning étalé sur le mois et qui ne coïncide donc pas avec la date d'arrêté des comptes. Les consommations (volumes) non encore relevées en fin de période (entre la date de la dernière relève et la date de clôture), font l'objet d'une estimation par segment de clients sur la base des dernières consommations unitaires connues et sont valorisées au dernier prix moyen unitaire connu. Les consommations ainsi que les prix moyens unitaires utilisés peuvent être ajustés, le cas échéant, par des coefficients de saisonnalité pour tenir compte notamment de facteurs climatiques ou d'événements spécifiques.	
- Ventes de travaux	
Le chiffre d'affaires et la marge relatifs aux travaux facturables aux tiers sont comptabilisés à l'avancement des travaux. Les taux d'avancement sont déterminés par projet en rapportant les coûts cumulés engagés à la fin de l'exercice aux coûts estimés. Lorsque l'avancement des travaux est supérieur à l'avancement de la facturation, une facture à établir est constatée. Dans le cas inverse, lorsque l'avancement des travaux est inférieur à l'avancement de la facturation, un produit constaté d'avance est comptabilisé.	
VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITÉ DÉLÉGITANTE	
Méthode d'évaluation Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité délégitante dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire. Ces emprunts sont portés dans la partie passif du domaine concédé (haut de bilan) en tant que droit de l'autorité délégitante.	
VIII - DROITS À RÉVISION ÉCONOMIQUE	
Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011-2014 et 2018-2019, les parties au contrat de gestion délégué ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.	

ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE

Exercice du 01/01/2021 au 30/06/2021

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégitante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Ain Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Délégitaire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

En DH

ÉTAT DES DÉROGATIONS

INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

Néant

En DH

ÉTAT DU FONDS DE TRAVAUX

Solde du compte Fonds de Travaux	31/12/20	30/06/21
Solde du compte Fonds de travaux	13 133 319,00	332 699 283,57

FOCTIONNEMENT DU COMPTE FONDS DE TRAVAUX

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégitante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégitante.
Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

SITUATION DU FONDS DE TRAVAUX VIS-À-VIS DE L'ADMINISTRATION FISCALE

Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité délégitante, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.

- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégitante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

Exercice du 01/01/2021 au 30/06/2021

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			En DH
		D'EXPLOITATION	FINANCIÈRES	NON COURANTES	D'EXPLOITATION	FINANCIÈRES	NON COURANTES	
1 - Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2 - Provisions réglementées								
3 - Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4 - Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	581 174 580,60	39 642 626,80			8 632 171,26			612 185 036,14
5 - Autres Provisions pour risques et charges	70 909 141,81	10 324 709,30			1 275 000,00			79 958 851,11
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 395 283,18							4 395 283,18
SOUS TOTAL (B)	656 479 005,59	49 967 336,10			9 907 171,26			696 539 170,43
TOTAL (A + B)	656 479 005,59	49 967 336,10			9 907 171,26			696 539 170,43

Exercice du 01/01/2021 au 30/06/2021

PASSIFS ÉVENTUELS

I- Audit des comptes de la gestion déléguée 2012-2020

Lydec a reçu en date 24 juin 2020 un courrier du SPC notifiant le lancement de l'audit des comptes de la gestion déléguée pour la période 2012-2020. Une réunion de démarrage de la mission a été organisée le 04 novembre 2020 entre Lydec, le SPC et le cabinet mandaté pour cette mission.

Cet audit portera sur 3 volets:

- Mission A: Audit des comptes du délégataire pour les exercices 2012 à 2017;
- Mission B: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Déléguataire et de l'Autorité Déléguante) pour les exercices 2018 et 2019;
- Mission C: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Déléguataire et de l'Autorité Déléguante) pour l'exercice 2020.

A date d'aujourd'hui, les missions A et B sont toujours en cours. La mission C n'a pas encore été lancée.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021



mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc



mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

LYDEC S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 778 984 886,74 dont un bénéfice net de MAD 7 845 327,68 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC S.A. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le conseil d'administration le 16 septembre 2021, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Au 30 juin 2021, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élèvent à MMAD 136 HT et sont majoritairement antérieures à 2021. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 30 juin 2021 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance nette envers l'Autorité Déléguante d'un montant de MMAD 296,2 au 30 juin 2021, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

Casablanca, le 17 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

 37, Bd. Abdellatif Ben Kadour
 - CASABLANCA -
 Tél : 712251900 - Fax : 712251902
Hicham DIOURI
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

 Angle Bd. Abdelmoumen et Rue Celavon
 20360 - Casablanca
 Tél : 05 22 42 34 23 (L.G.)
 Fax : 05 22 42 34 00
Adnane LOUKILI
 Associé